

**Les Institutions de l'Algérie  
durant la période coloniale  
(1830 - 1962)**

**Claude COLLOT**



EDITIONS DU CNRS  
PARIS



OFFICE DES PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES  
ALGER

L8-80

CENTRE DE RECHERCHES ET D'ETUDES  
SUR LES SOCIETES MEDITERRANEENNES

---

I 390  $\frac{4}{7}$

Claude COLLOT

LES INSTITUTIONS DE L'ALGERIE  
DURANT LA PERIODE COLONIALE  
(1830 - 1962)



bh.477

4<sup>e</sup>x



EDITION DU CNRS  
15, Quai Anatole France  
75700 Paris



1987

OFFICE DES PUBLICATIONS  
UNIVERSITAIRES  
1, Place Centrale de Ben Aknoun, Alger

# Table des matières

<i>Avertissement</i> .....	1
<b>INTRODUCTION GÉNÉRALE</b> .....	5
I – La période d'organisation (1830-1900) .....	7
A – Le régime militaire (1830-1870) .....	7
B – Le régime civil (1870-1900) .....	10
II – <i>La politique d'association (1900-1956)</i> .....	11
A – La politique d'autonomie .....	12
B – La politique d'assimilation .....	14
C – La politique d'assujettissement .....	16
II – La politique d'intégration (1956-1962) .....	17

## LIVRE I – L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE

### TITRE I – L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE L'ALGÉRIE AVANT ET PENDANT LA CONQUÊTE FRANÇAISE (1830-1848)

<b>CHAPITRE I – L'organisation disparate de la Régence</b> .....	24
Section I – Les principes généraux de l'Administration turque .....	25
Section II – Les particularités de l'Administration turque .....	26
<b>CHAPITRE II – L'unification administrative pendant la guerre de conquête</b> ...	29
Section I – L'œuvre unificatrice d'Abd el-Kader (1834-1843) .....	29

Section II – La complexité de l'Administration française (1830-1848)	
I – La mise en place d'une administration militaire	31
A – Le maintien du système turc	31
B – Le maintien du système de l'émir Abd el-Kader	32
C – La création d'un système militaire unifié	32
<i>Schéma de l'organisation de la province d'Alger en 1848</i>	33
II – Les débuts de l'Administration civile	34
	35

## TITRE II – L'ORGANISATION DÉPARTEMENTALE

### CHAPITRE I – L'Administration provinciale dualiste (1848-1870)

Section I – L'Administration militaire	38
I – Structure et pouvoirs des bureaux arabes	39
II – La politique des bureaux arabes	40

Section II – L'Administration civile	41
I – Les organes du département	41
II – Les bureaux arabes départementaux	43

### CHAPITRE II – L'Administration départementale dans la politique d'assimilation (1870-1956)

<i>Tableau : Superficie et population des circonscriptions départementales de l'Algérie (1870-1956)</i>	47
---	----

Section I – Le préfet et ses auxiliaires	48
--	----

Section II – Le conseil de préfecture	51
---------------------------------------	----

Section III – Le conseil général	52
I – Le conseil général colonial (1875-1919)	53
II – Un conseil général « assimilé » (1919-1955)	56

A – L'accroissement de la représentation musulmane	56
--	----

<i>Tableau : Évolution socio-professionnelle des conseillers généraux musulmans</i>	58
---	----

B – L'assimilation sur le plan budgétaire	60
---	----

Section IV – L'arrondissement	61
-------------------------------	----

### CHAPITRE III – Les réformes de la politique d'intégration

Section I – L'importance nouvelle donnée à l'arrondissement	64
I – Les attributions nouvelles du sous-préfet	64
II – Les assemblées d'arrondissement	66

Section II – La multiplication des départements	67
I – Le découpage des nouveaux départements	67
<i>Tableau</i>	68
II – Le renforcement de l'Administration départementale	69
A – Le préfet	70
B – Le conseil général	73

Section III – Les structures régionales	76
I – Les IGAMIES (juin 1956-juillet 1959)	77
A – Les IGAMES	77
B – Les Assemblées régionales provisoires	78
II – Les circonscriptions régionales (juillet 1959-juin 1962)	78
A – Le préfet inspecteur régional	78
B – Le conseil régional	79

## TITRE III – L'ORGANISATION COMMUNALE

### CHAPITRE I – Les premiers jalons de l'organisation communale (1830-1870)

Section I – L'administration des villes	82
A – L'administration urbaine turque	82
B – La formation de la commune de plein exercice	83

Section II – L'administration des centres urbains nouveaux	85
--	----

Section III – L'organisation communale des tribus	85
I – La tribu, cellule de base (1848-1863)	86
II – De la tribu au douar (1863-1868)	87
III – Du douar à la commune mixte	89

<b>CHAPITRE II — L'organisation municipale de transition (1870-1956)</b> . . . . .	92	<b>Conclusion du chapitre II</b> . . . . .	134
Section I — La commune de plein exercice . . . . .	93	<b>CHAPITRE III — La réforme communale dans la politique d'intégration (1956-1962)</b> . . . . .	137
I — La commune de plein exercice, instrument de la domination européenne (1870-1919) . . . . .	93	Section I — Une longue phase transitoire (juin 1956-avril 1959) . . . . .	138
A — La constitution des C.P.E. . . . .	94	I — Le découpage des nouvelles communes . . . . .	138
B — La représentation municipale . . . . .	95	II — Les organes provisoires d'administration communale . . . . .	143
C — La gestion municipale . . . . .	96	A — Les organes communaux provisoires . . . . .	144
II — La commune de plein exercice, cadre de l'assimilation . . . . .	99	B — Les organes supra-communaux . . . . .	148
A — L'accroissement de la représentation musulmane . . . . .	99	Section II — La phase définitive (avril 1959-juillet 1962) . . . . .	150
B — La refonte des finances communales . . . . .	101	I — La représentation municipale . . . . .	150
Section II — La commune mixte . . . . .	103	II — Le régime administratif . . . . .	152
Sous-Section I — La superstructure administrative . . . . .	105	A — Les régimes administratifs spéciaux . . . . .	153
I — L'administrateur : un fonctionnaire . . . . .	105	B — Les attributions des maires algériens . . . . .	156
A — Les fonctions de l'administrateur . . . . .	105	III — Une mise en œuvre très partielle . . . . .	156
B — Un recrutement médiocre . . . . .	108	A — La réalité communale algérienne de 1959 à 1962 . . . . .	159
C — Valeur de l'administration . . . . .	110	B — Le maintien des S.A.S. . . . .	160
II — La commission municipale : un faux conseil municipal . . . . .	112	C — La politique officielle des regroupements . . . . .	161
Sous-Section II — Le centre de colonisation . . . . .	114	Conclusion du chapitre III . . . . .	166
I — La création du centre de colonisation . . . . .	115	Section préliminaire — La justice algérienne en 1830 . . . . .	166
II — L'administration du centre de colonisation . . . . .	115	A — La justice civile . . . . .	167
III — L'érection du centre de colonisation en commune de plein exercice . . . . .	116	B — La justice criminelle . . . . .	167
IV — L'évolution de la politique des centres de colonisation . . . . .	117	C — Les autres juridictions . . . . .	168
Sous-Section III — Le « douar-commune » . . . . .	119	D — Les problèmes de l'organisation judiciaire en 1830 . . . . .	170
I — La disparition des douars (1870-1919) . . . . .	120	<b>CHAPITRE I — Le développement progressif de la justice française</b> . . . . .	170
A — L'inexistence de fait ou de droit des djemaas . . . . .	122	Section I — La période de tâtonnement . . . . .	171
B — L'effacement des « adjoints indigènes » . . . . .	126	Section II — La période d'autonomie (1841-1870) . . . . .	171
II — La reconstitution des douars (1919-1956) . . . . .	126		
A — Les faibles pouvoirs des djemaas élues . . . . .	128		
B — La fonctionnarisation des caïds . . . . .	130		
Sous-Section IV — Les centres municipaux . . . . .	131		
I — La création de quatre centres municipaux en 1938 . . . . .	132		
II — Les réformes de 1945 . . . . .	132		
		<b>LIVRE II — L'ORGANISATION JUDICIAIRE</b>	
		Section préliminaire — La justice algérienne en 1830 . . . . .	166
		A — La justice civile . . . . .	166
		B — La justice criminelle . . . . .	167
		C — Les autres juridictions . . . . .	167
		D — Les problèmes de l'organisation judiciaire en 1830 . . . . .	168
		<b>CHAPITRE I — Le développement progressif de la justice française</b> . . . . .	170
		Section I — La période de tâtonnement . . . . .	170
		Section II — La période d'autonomie (1841-1870) . . . . .	171

Section III – La période d'assimilation .....	172
I – Les juridictions .....	173
II – Le personnel et les auxiliaires de justice .....	175
<b>CHAPITRE II – La réduction progressive de la justice musulmane .....</b>	<b>178</b>
Section I – Le maintien d'une justice civile musulmane .....	178
Sous-Section I – L'autonomie de la justice musulmane (1848-1870) .....	179
Sous-Section II – La subordination de la justice musulmane (1871-1962) .....	181
A – La réduction de la justice musulmane (1871-1892) .....	181
B – L'organisation définitive de la justice civile musulmane (1892-1962) .....	183
a) Les juridictions civiles musulmanes .....	184
b) Le personnel des juridictions musulmanes .....	187
Section II – La justice répressive musulmane .....	190
I – La répression administrative .....	190
A – Le gouverneur général, juge répressif .....	191
B – Les administrateurs de commune mixte, juges répressifs .....	195
II – Les juridictions répressives .....	196
A – Les tribunaux répressifs .....	196
B – Les cours criminelles .....	197
Conclusion .....	199

### LIVRE III – LE RÉGIME FINANCIER DE L'ALGÉRIE

Introduction .....	203
I – La période des tâtonnements (1834-1845) .....	203
II – La confusion des budgets (1845-1900) .....	204
III – L'autonomie financière (1900-1956) .....	205
IV – L'évolution vers l'intégration (1956-1962) .....	206

<b>CHAPITRE I – Le budget algérien intégral (1900-1956) .....</b>	<b>207</b>
Section I – Le caractère de budget local .....	207
I – L'établissement du budget algérien .....	208
II – Budget ordinaire et budget extraordinaire .....	210
Section II – Le caractère étatique du budget algérien .....	212
I – L'universalité du budget algérien .....	213
II – L'unité et le sectionnement du budget algérien .....	214
Section III – Le caractère colonial du budget algérien .....	216
I – Les emprunts au budget colonial type .....	216
II – Le recrutement colonial des Assemblées financières algériennes .....	218
A – Les Assemblées financières (1900-1945) .....	218
B – L'Assemblée financière de l'Algérie (1945-1948) .....	220
C – L'Assemblée algérienne (avril 1948-avril 1956) .....	220
III – Le contenu colonial du budget .....	222
A – Le contenu du budget ordinaire .....	222
B – Le contenu du budget extraordinaire .....	228
<b>CHAPITRE II – Le budget restreint (1956-1962) .....</b>	<b>236</b>
Section I – La nouvelle forme du budget algérien .....	236
I – La phase de transition (avril 1956-décembre 1959) .....	237
A – La nouvelle procédure budgétaire .....	237
B – L'éclatement du budget algérien .....	238
II – Le budget des services civils d'Algérie (1960-1962) .....	240
Section II – Le contenu du budget .....	243
I – Le contenu des dépenses .....	243
A – Les dépenses de fonctionnement .....	243
B – Les dépenses d'équipement (Plan de Constantine) .....	248
II – La structure des recettes .....	254
A – Les recettes du budget de fonctionnement .....	254
B – Les recettes du budget d'équipement .....	255

## LIVRE IV – LE RÉGIME DES LIBERTÉS PUBLIQUES

<b>CHAPITRE I – L'application en Algérie du principe d'égalité</b> .....	267
Section I – L'égalité devant l'impôt .....	268
I – L'inégalité de droit devant l'impôt avant 1918 .....	268
II – L'inégalité de fait après 1918 .....	271
Section II – L'égalité d'accès aux emplois publics .....	275
I – L'accès par faveur à certains emplois publics (1866-1919) .....	276
II – L'accès de droit à certains emplois publics (1919-1944) .....	277
III – L'égal accès à toutes les fonctions publiques .....	279
Section III – L'égalité de rémunération .....	283
I – L'inégalité de rémunération au profit des Français venus de France .....	283
II – L'inégalité de rémunération au profit des citoyens français .....	284
III – Vers l'égalité de rémunération des fonctionnaires .....	285
<b>CHAPITRE II – Les libertés publiques</b> .....	287
Section I – La liberté de réunion .....	288
I – La dualité du régime de la liberté de réunion (1875-1944) .....	289
II – L'unité du régime de la liberté de réunion (1944-1962) .....	293
Section II – La liberté de circulation .....	294
I – Le régime de circulation en Algérie .....	294
A – Le régime général de l'autorisation de circuler (1833-1962) .....	295
B – Le régime discriminatoire de l'autorisation de circuler (1862-1914) ..	296
C – Le rétablissement du régime général (1955-1962) .....	299
II – Le régime de circulation vers l'extérieur .....	300
A – Les départs vers la France .....	301
B – Les départs vers les pays étrangers musulmans .....	305
C – Les pèlerinages à la Mecque .....	309

Section III – La liberté d'enseignement .....	313
I – La politique d'indifférence des autorités françaises (1830-1848) .....	313
II – La politique de contrôle des écoles privées musulmanes (1850-1892) .....	315
III – Le régime de l'autorisation (1892-1944) .....	317
IV – La dualité du régime des écoles musulmanes (1944-1962) .....	323
<b>Bibliographie sommaire</b> .....	329

Professé entre 1968 et 1970, ce cours d'histoire des institutions algériennes coloniales demeure aujourd'hui un précieux outil de référence pour tous ceux qui s'intéressent aux origines du système institutionnel algérien actuel.

Non seulement le travail de Claude COLLOT a constitué la première tentative rigoureuse pour donner une perspective nouvelle à l'enseignement historique dispensé à la Faculté de Droit d'Alger après l'indépendance, mais surtout il s'est appuyé dans bien des domaines, et particulièrement pour la période postérieure à 1920, sur des recherches originales en archives.

C'est pourquoi le C.N.R.S. et l'O.P.U. ont décidé de publier cet ouvrage devenu introuvable. L'auteur étant décédé, on a choisi de ne pas intervenir sur le fond du texte, ni sur sa forme générale qui demeure celle d'un cours universitaire.

Claude COLLOT est mort en 1977 à l'âge de 45 ans. Jeune agrégé d'histoire du Droit, il avait choisi de venir enseigner sa discipline à la Faculté de Droit d'Alger dont il fit partie de 1966 à 1970, et où il accomplit par la suite de nombreuses missions. Outre l'histoire des institutions, ses travaux algériens ont porté sur les mouvements nationalistes, dont il contribua beaucoup à favoriser l'étude au sein de l'Université algérienne.